



METTONS FIN À LA PAUVRETÉ INFANTILE AU CANADA

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

4 mars 2010

Les femmes et les enfants *encore* les derniers : Non merci, Monsieur Flaherty!

Toronto – Le dernier budget fédéral ne vient même pas près de réduire un tant soit peu les taux extrêmes de pauvreté familiale et infantile au Canada. Selon le discours du Trône, « le Canada demeure le meilleur endroit du monde pour élever une famille ». Désolé, Monsieur le premier ministre, le Canada est très loin du podium, soutient Campagne 2000, la coalition nationale de plus de 120 partenaires qui travaillent pour éliminer la pauvreté infantile et familiale au Canada. Nos familles les plus vulnérables ne reçoivent aucun nouveau soutien financier – particulièrement les 637 000 enfants et leurs mères à faible revenu – et subissent le double fardeau des pertes d'emploi au travail et à la maison.

« Campagne 2000 espérait qu'avec ce budget, une combinaison de soutiens à l'infrastructure sociale et au revenu permette de prévenir l'accroissement de la pauvreté et de réduire notre taux de pauvreté infantile et familiale de 9,5 %. Nous espérions voir l'élargissement de l'admissibilité à l'assurance-emploi, des hausses des crédits d'impôts pour les travailleurs et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, ainsi que des dépenses publiques consacrées à l'infrastructure sociale, y compris aux services d'éducation et de garde de la petite enfance, a déclaré Laurel Rothman, coordonnatrice nationale. Cependant, le budget ne contient aucune de ces mesures. »

Ce qui manque est une amélioration à la Prestation fiscale canadienne pour enfants, laquelle permettrait aux parents qui travaillent à temps plein toute l'année de sortir leurs familles de la pauvreté et à ceux qui sont incapables de travailler de vivre dans la dignité.

« Il est aberrant que le budget mette l'accent sur les "nouvelles mesures nécessaires à la réussite du Canada dans l'économie moderne", mais qu'il n'inclue pas de financement destiné aux services d'éducation et de garde de la petite enfance, a indiqué Martha Friendly, de l'unité de ressources et de recherche sur la garde d'enfants (Childcare Resource and Research Unit), un partenaire de Campagne 2000. Remanier la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) pour les chefs de familles monoparentales est loin d'être un substitut à un système d'éducation et de garde de la petite enfance qui soit accessible et de haute qualité. »

Depuis 2006, le développement des services de garde d'enfants a diminué, moins de 20 % des places étant disponibles pour les enfants de zéro à cinq ans, si les parents peuvent se permettre les tarifs qui s'échelonnent de 600 \$ à 1 200 \$ par mois. Les parents sont incapables de travailler ou de suivre de la formation s'ils ne peuvent trouver des services de garde d'enfants fiables et abordables. Les familles à faible revenu et à revenu modeste, les familles autochtones et rurales, les parents de nourrissons et d'enfants handicapés sont particulièrement exclus. Partout au pays, la croissance du financement provincial destiné aux services de garde d'enfants a ralenti. En Ontario, une crise est imminente dans ce domaine parce que les insuffisances budgétaires menacent les parents, principalement ceux à faible revenu, en raison des pertes de subventions et de places.

« Nous sommes également déçus de constater qu'il n'est nullement mention d'un programme national de garde d'enfants ni d'aucune amélioration aux soutiens du revenu, particulièrement pour les chefs de familles monoparentales. Nous avons également espéré obtenir du financement additionnel pour les 120 centres d'amitié partout au pays qui viennent en aide aux familles autochtones en dehors des réserves, a commenté Peter Dinsdale, de l'Association nationale des centres d'amitié. Nous sommes heureux d'apprendre que des fonds additionnels sont destinés aux survivants des pensionnats et nous sommes impatients de connaître les détails sur les améliorations apportées à l'éducation et aux programmes de soutien à l'enfant et à la famille dans les communautés autochtones », a-t-il ajouté.

« Ce budget imprévoyant reconnaît que les changements démographiques représentent un défi pour nous tous, mais il omet d'appuyer des mesures qui permettraient d'améliorer les perspectives des enfants issus des familles à faible revenu et à revenu modeste et celles de leurs parents, qui, pour la plupart, sont sur le marché du travail. Il faut que chaque enfant puisse atteindre le maximum de son potentiel », a déclaré Sid Frankel, du Conseil de planification sociale de Winnipeg et membre du comité de direction de Campagne 2000.

Campagne 2000 est une coalition non partisane pancanadienne de plus de 120 organismes qui se sont engagés à éliminer la pauvreté infantile et familiale au Canada.

<http://www.campaign2000.ca/french/index.html>

Pour de plus amples commentaires, prière de communiquer avec :

Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000. Tél. : 416-595-9230, poste 228 ou cellulaire 416-575-9230

Martha Friendly, Childcare Resource and Research Unit. Tél. : 416-926-9264

Sid Frankel, Université du Manitoba. Tél. : 204-474-9706